

Revue franco-hellénique *Desmos Le Lien*, n° 12/2003, pp. 8-13,
 consacré à la Grèce des années 50, introduction à l'article de Maurice
 Vaïsse « La Grèce dans les relations internationales des années 50 ».

Né d'une des premières guerres de libération nationale déclenchée en 1821, l'État grec ne voit le jour que par la volonté et sous la "protection" des Puissances (Grande-Bretagne, France, Russie) qui imposent son indépendance à la Porte ottomane. Ces conditions déterminent les premières décennies d'existence d'un pays doté d'une monarchie bavaroise puis danoise, imposée de l'extérieur, et dans lequel la vie politique intérieure met aux prises des partis qui se disent "russe", "anglais" ou "français".

Le XIX^e siècle sera marqué par un long effort de l'État néo-hellénique pour s'affranchir des contraintes de cette "souveraineté limitée" caractérisant ses origines. La construction d'un espace national cohérent, la "Grande Idée" qui l'anime, celle de réunir toute la nation grecque dans un même État, voit la réussite partielle de cet effort. Mais la Première Guerre mondiale en marque les limites : la victoire provisoire du libéral-modernisateur Vénizélos dans son bras de fer avec le roi Constantin I^{er}, autoritaire et germanophile, n'est assurée que par le soutien des Franco-Anglais. Et si le traité de Sévres laisse espérer le rattachement à la Grèce de l'Asie Mineure, peuplée de Grecs depuis l'Antiquité, le retour au pouvoir de Constantin à Athènes (1920) et la révolte de Kémal en Anatolie, qui révèle soudain aux Occidentaux l'importance géostratégique de la nouvelle Turquie aux portes d'une Russie devenue soviétique, montrent la fragilité "structurelle" de la situation diplomatique de la Grèce : lâché par les Franco-Anglais qui avaient poussé Vénizélos à s'engager en Anatolie, Constantin entraîne son pays dans la Grande Catastrophe de 1922.

Le désastre militaire est aussi diplomatique. Après la seconde abdication de Constantin, Vénizélos tentera d'y remédier par un spectaculaire rapprochement avec Mustapha Kémal. Mais avec le changement de conjoncture économique et politique des années trente, la stabilisation de la République tourne court et Vénizélos part à son tour en exil. À Paris, comme plus tard Karamanlis.

Ballottée, en politique intérieure, de monarchie impopulaire en République par défaut, de coups d'État réussis en pronunciamientos ratés, la Grèce peine à définir une politique extérieure. Elle entretient des liens spéciaux avec Londres pour qui la Grèce est à la fois la porte des Détroits et une des puissances qui se trouve (la Crète, Rhodes) sur la route de Suez et des Indes. Elle reste en dehors de la Petite Entente formée par la France (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie), mais ses élites sont presque toujours francophones et elle achète ses armes à Paris où sont aussi formés nombre de ses officiers. Elle

tâche d'assurer la paix avec ses voisins en participant au Pacte balkanique de 1934 avec la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie, puis en signant, en 1938, un traité de non-agression avec la Bulgarie...

Mais après 1933, la Grèce se montre également sensible au système de troc mis en place par l'Allemagne nazie dans ses échanges internationaux, lequel évite à Athènes, dans un contexte de crise économique mondiale, de dilapider ses précieuses et trop rares réserves d'or ou de sterling. Puis, après le coup d'État de Métaxas en 1936, son régime de dictature couronnée est fortement imprégné d'anticommunisme et subit, du coup, l'attraction idéologique, parfois mimétique, de Rome et Berlin... Il faudra toute la maladroite mégalomanie de Mussolini pour pousser Métaxas, à reculons, dans le camp opposé.

Les victoires contre l'armée fasciste qui attaque la Grèce depuis l'Albanie, la résistance acharnée à la Wehrmacht contrainent d'intervenir pour sauver le Duce de l'humiliation, l'héroïsme de la Résistance contre la triple occupation italienne, allemande et bulgare, vaudront à la Grèce beaucoup d'admiration. Mais si les traités de Paris (1947) lui reconnaissent enfin la possession du Dodécanèse, ils ne lui accordent ni l'Épire du Nord peuplée en partie de Grecs ni les rectifications de frontière avec la Bulgarie qu'elle réclamait au nom de ses énormes sacrifices et estimait nécessaires à sa sécurité. Quant à Chypre...

Surtout, la souveraineté de la Grèce se trouvait désormais inscrite dans les limitations étroites imposées par le jeu entre Grands : un jeu dont les règles, en ce qui concerne la Grèce, avaient été fixées dès le 9 octobre 1944, lors d'une rencontre, à Moscou, entre Churchill et Staline. L'Anglais la raconte, en toute ingénuité, dans ses Mémoires (Paris, Plon, 1953, tome VI, vol. 1, pp. 234-240 ; on a retrouvé le papier dont il s'agit ici, après la chute du Mur, dans les archives soviétiques). Le Premier Britannique dresse un tableau de la situation dans les Balkans ; puis il passe aux propositions :

"En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Roumanie pour vous, d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous, et de l'égalité 50/50 en Yougoslavie ? Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une demi-feuille de papier :

Roumanie :	Russie 90 %
	Les autres 10 %
Grèce :	Grande-Bretagne (en accord avec les États-Unis) 90 %
	Russie 10 %

Yougoslavie : 50-50 %
 Hongrie : 50-50 %
 Bulgarie : Russie 75 %
 Les autres 25 %

"Je poussai le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit un crayon bleu, y traça un gros trait en matière d'approbation, et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire."

Les drames de la Libération sont tout entiers dans cette relation-là : Churchill a les mains libres en Grèce. Avant d'être contrainte à quitter la Palestine, avant de devoir abandonner les Indes, avant Nasser et le cuisant échec de Suez, l'Angleterre continue à considérer tout ce qui advient entre Gibraltar et le Moyen-Orient comme relevant au premier chef de ses affaires. Elle ne voit pas tout à fait la Grèce comme un domaine mais ne saurait tolérer à Athènes un Gouvernement qui ne lui fût pas dévoué. Aussi l'ambassadeur Leeper, le général Scobie, Churchill en personne feront-ils tout pour "clarifier" la situation en prenant, ou faisant prendre aux Gouvernements grecs, les décisions qu'ils savent inacceptables pour les résistants regroupés, très majoritairement dans un mouvement à direction communiste.

Le renoncement d'une Angleterre épuisée et qui prend conscience qu'elle n'a plus les moyens de ses ambitions, n'y changera rien : la nouvelle puissance impériale à l'ouest prendra le relais avec ses capitaux, ses conseillers militaires, ses chars et son napalm : la guerre civile grecque sera le premier, et le dernier, terrain d'affrontement chaud de la guerre froide en Europe. Mais à armes inégales : d'un côté, les monarchistes fascistes bénéficient de plein de l'aide anglaise puis américaine. De l'autre les communistes accumulent les maladroites et les bêtises, enchaînant, toujours à contretemps, épreuves de force mal préparées et brutales concessions sans contrepartie. En s'engageant dans la guerre civile, la direction communiste pense aussi forcer la main de Staline ; mais celui-ci tiendra la parole donnée à Churchill et ne lâchera, au compte-gouttes, que le strict nécessaire pour que la guérilla survive tant qu'elle peut lui servir... avant de l'abandonner à son triste sort. Et puis les communistes grecs heurtent le sentiment patriotique en se laissant entraîner dans un projet de Fédération balkanique qui permettrait à l'URSS de réaliser le contournement des Détroits dont a toujours rêvé l'éternelle Russie, mais qui détacherait

Thessalonique et la Macédoine égéenne de la Grèce. C'est la course à l'abîme. D'autant que stalinien et réaliste s'entre-déchirent sur la tactique comme sur la stratégie, à coup d'exclusions et de procès en sorcellerie. Les premiers imposent le choix d'un double suicide : sur le terrain, en privilégiant des sanctuaires fortifiés plutôt que le mouvement ; dans la querelle Staline-Tito, en s'alignant sur le premier alors que c'est du second que leur vient l'essentiel de l'aide.

Étroitement tenue en laisse par les Puissances dès sa naissance, saignée à blanc humainement et matériellement par les tragédies récentes d'une occupation sauvage et d'une guerre civile implacable, la Grèce de la fin des années 40 est sans doute, par son histoire longue comme par son passé immédiat, un des pays dont la situation comme acteur et enjeu de la vie internationale a le plus influencé le cours de la politique intérieure comme la vie quotidienne des habitants. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Maurice Vaïsse, analyse dans l'article qui suit ce que furent les conditions et les caractéristiques de son existence internationale durant la décennie qui suit, celle des années 50 auxquelles est tout entier consacré ce numéro.

Maurice Vaïsse a été le premier directeur du Centre d'études d'histoire de la défense et dirige, depuis plusieurs années, la commission de publication des Documents diplomatiques français au ministère des Affaires étrangères ; il est en outre l'auteur de nombreux ouvrages d'histoire des relations internationales tels que *Diplomatie et outil militaire de la France (1871-1991)*, Paris, Le Seuil, 1992 ; *La Grandeur, politique étrangère de De Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998 ; *Les Relations internationales depuis 1945*, coll. "Cursus", Paris, Armand Colin, dernière édition 2002. Il a également dirigé l'Europe et la crise de Cuba (Paris, Armand Colin, 1993), le Dictionnaire des relations internationales au 20^e siècle (Paris, Armand Colin, 2000), et a organisé pour la Fondation Charles de Gaulle, avec le professeur Konstantin Sviolopoulos pour la Fondation Karamanlis, le colloque (5, 6 octobre 2000) dont les actes sont parus sous le titre De Gaulle et Karamanlis, la Nation, l'État, l'Europe (Athènes, Fondation Konstantin Karamanlis/Éditions Patakis, 2002, 221 p., titre en français et en grec, communications publiées en français ou en grec avec un résumé dans l'autre langue) et dont le deuxième volet (La France et la Grèce dans le monde au temps de De Gaulle et Karamanlis) doit se tenir à Paris les 27 et 28 mars prochains.

Olivier Delorme